

# AVIS D'INCENDIE : MANIFESTATIONS DE RUE ET MOUVEMENTS POPULAIRES DANS UN BRÉSIL EN CRISE

GLAUBER AQUILES SEZERINO \*



**D**epuis quelques mois, le Brésil s'enfonce dans la crise politique la plus impressionnante de ces dernières décennies. Accusé de corruption, le gouvernement voit sa popularité tomber à des niveaux préoccupants. À cela s'ajoute un processus de destitution de la présidente entamé par le Parlement. Des juges orientés politiquement, une presse engagée pour faire tomber le gouvernement, des dirigeants politiques de gauche et de droite touchés par des affaires de corruption et des associations patronales mécontentes avec l'état de l'économie nationale, tous ont vu se dessiner des manifestations massives dans les principales villes brésiliennes : soit pour la destitution de la présidente Dilma Rousseff et la prison de l'ancien président Lula soit contre le processus de destitution de la présidente et le « coup d'État à froid » orchestré par la droite.

Au niveau international, nombre de médias et de leaders politiques y sont allés de leurs analyses pour expliquer et dénoncer la situation, en usant bien souvent d'une grille de lecture simpliste : nous serions en présence d'une « crise de représentation » du système brésilien, avec une opposition binaire (gauche *vs* droite ; bourgeoisie *vs* peuple). Lecture qui fait fi de la complexité de la situation et de ses ressorts sociologiques, politiques et historiques.

---

\* SOCIOLOGUE, DOCTORANT À L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES.

Or, pour échapper à cette schématisation à outrance, il est nécessaire de sortir l'analyse des faits les plus immédiats et essayer de regarder les mouvances politiques qui sont derrière la conformation de ce cadre critique. Pour cela, il faut remonter un peu dans l'histoire brésilienne récente. Le pari de ce texte est que ce retour en arrière peut permettre une meilleure compréhension de l'actuelle situation.

## **Le gouvernement Lula et le « nouveau pacte social »**

Arrivés au pouvoir en 2003, le président Lula et son Parti des travailleurs (PT) mettent en place un projet politique qui ambitionne de faire du pays un acteur international de premier plan en matière économique. Dans cette perspective, les fortes inégalités sociales, notamment celles qui concernent l'accès à la consommation par le plus grand nombre, doivent être résorbées. Partant, ce changement doit induire une croissance de nombreux secteurs de l'économie nationale, ce qui est un préalable pour un futur développement sur la scène internationale. Un nouveau pacte social est donc à l'ordre du jour sous la présidence de Lula.

Tout en étant le résultat d'une série de politiques étatiques, ces transformations sont autant la conséquence d'une volonté réformatrice que le résultat d'un réajustement de l'économie internationale. Sans les excédents de la balance commerciale, les politiques monétaires et fiscales n'auraient pu être assouplies, avec notamment une hausse du salaire minimum<sup>1</sup> et la généralisation des prestations sociales aux plus démunis comme le *Bolsa Família*<sup>2</sup>. Avec ces politiques tournées vers les populations issues de la base de la pyramide sociale brésilienne, Lula et le PT ont laissé le marché national ouvert et suffisamment conscient pour entraîner une hausse du recours au crédit et pour stimuler la consommation des biens durables et

---

<sup>1</sup> Malgré une hausse au-dessus de l'inflation pendant toute la décennie 2000, le salaire minimum au Brésil atteint à peine R\$ 880 en 2016 (240 € pour des valeurs de juin 2016), une somme dérisoire par rapport au coût de la vie, notamment dans des grandes villes. Selon le Département intersyndical d'études et statistiques socio-économiques (DIEESE), pour accomplir ces obligations légales, le salaire minimum devrait être actuellement équivalent à R\$ 3 992 (1 094 € pour des valeurs de juin 2016).

<sup>2</sup> Il s'agit d'une allocation sociale versée par le gouvernement fédéral aux mères de famille dont les revenus mensuels sont en dessous du niveau de pauvreté. En contrepartie, les familles doivent assurer la scolarisation de leurs enfants et garantir un accompagnement médical régulier.

services destinés aux couches populaires. C'est cette croissance du marché intérieur qui favorisera le marché du travail avec la création de plus de 21 millions d'emplois pendant les années 2000.

De tels changements, surtout en ce qui concerne les transformations subies par la base de la pyramide sociale brésilienne, ont poussé certains chercheurs, ainsi que le gouvernement, à l'élaboration d'un discours pseudoscientifique qui voit dans ce processus l'ascension d'une « nouvelle classe moyenne »<sup>3</sup>.

Quoique l'accès à la consommation de biens durables et les revenus moyens ainsi que l'accès au marché de travail aient effectivement augmenté au cours de la dernière décennie<sup>4</sup>, il est cependant abusif de parler de l'ascension d'une « nouvelle classe moyenne »<sup>5</sup>. Dès que l'analyse se distancie du discours politique officiel et qu'elle se tourne vers des données concernant d'une part l'accès de cette parcelle de la population à des biens et services – comme le logement, le taux de scolarisation ou encore l'accès à des services de santé – et d'autre part la position occupée dans la structure productive brésilienne – en gros les modes d'insertion

<sup>3</sup> Dans cet effort idéologique, l'État a élaboré une méthodologie purement statistique basée exclusivement sur le niveau moyen de revenu des familles, en négligeant délibérément des données autres comme l'insertion dans le monde du travail ou encore l'accès aux biens et services. De façon que cette « nouvelle classe moyenne » soit constituée par des familles ayant en 2013 un revenu moyen mensuel par foyer entre 2 et 8 salaires minimum. Ceci étant, le Brésil devient alors un pays de classe moyenne, une fois que, selon l'ancienne *Secretaria de Assuntos Estratégicos* (secrétariat d'affaires stratégiques), cette strate regrouperait 94,9 millions de Brésiliens – ou 50,5 % de la population totale du pays. Pour savoir plus, voir notamment les travaux de Marcelo Neri, *A nova classe média*, Rio de Janeiro, COS, 2008 ou encore Amaury Souza et Bolívar Laumonier, *A classe média brasileira : ambições, valores e projetos de sociedade*, Rio de Janeiro, Elsevier, 2001.

<sup>4</sup> Sur l'évolution du mode de consommation des différentes couches sociales pendant les années 2000, voir notamment Sandro de Carvalho et al. « O Consumo das famílias no Brasil entre 2000 e 2013: uma análise estrutural a partir de dados do sistema de orçamentos familiares » in *Textos para Discussão*, n° 2209, Rio de Janeiro, IPEA, 2016.

<sup>5</sup> Il n'est pas question ici de revenir sur l'histoire du concept de classe moyenne – et surtout celui de nouvelle classe moyenne –, déjà présent chez Wright Mills et dont les ressemblances avec la conceptualisation de Marcelo Neri, *op. cit.* ou Souza et Laumonier, *op. cit.*, s'arrêtent dans la simple homonymie. Pour des critiques sur l'utilisation faite par ces auteurs, voir David Danilo Bartell (org), *A « nova classe média » no Brasil como conceito e projeto político*, Rio de Janeiro, Fundação Heinrich Böll, 2013 ; Jessé Souza, *Os batalhadores brasileiros. Nova classe média ou nova classe trabalhadora ?*, Belo Horizonte, UFMG, 2010 ; Marcio Pochmann, *Nova classe média ? O trabalho na base da pirâmide social brasileira*, São Paulo, Boitempo, 2012 ; entre autres.

dans le marché du travail – la précarité quotidienne de leur vie devient frappante.

Parmi l'ensemble des foyers de cette couche sociale, 71 % n'ont pas accès à une mutuelle de santé et 82 % des enfants sont scolarisés dans le système éducatif public – dont la performance est loin d'être optimale, comme en témoigne leur désertion par les couches sociales à hauts revenus qui privilégient largement les établissements privés. La situation ne s'améliore pas dès que l'on se tourne vers la condition du chef de foyer : seulement 7,8 % ont un diplôme du supérieur tandis que 20,1 % ont arrêté leurs études au primaire et 10,2 % sont analphabètes.

En ce qui concerne les conditions de logement, la situation n'est guère plus satisfaisante. Quoique 68,1 % des chefs de foyer aient eu accès à la propriété, 16,9 % de celles-ci sont caractérisées par une densité assez importante, avec un ratio d'habitants par chambre égal ou supérieur à 3<sup>6</sup>.

Du côté de leur insertion dans le marché de travail, le pays est certes sorti du cadre des années 1990 marqué par la contraction de l'emploi. Pendant cette période, le taux de chômage arrive à 10,4 % en 1999 alors que la faible dynamique nationale de création d'emplois se concentrait sur les revenus moyens – 3 à 5 salaires minimums –, l'industrie à l'origine de 40 % des nouveaux postes ouverts. Dès les années 2000, un changement majeur va s'opérer et le taux de chômage baissera sensiblement, surtout après la première moitié du premier mandat de Lula. Néanmoins, parmi les 21 millions de nouveaux postes de travail créés dans la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, 94,98 % correspondaient à des postes avec un revenu égal ou inférieur à 1,5 salaire minimum et 70 % dans le secteur des services. À cela s'ensuit une diminution de 4,3 millions de postes avec un revenu mensuel de cinq salaires minimums.

Outre les revenus, le marché de travail brésilien est marqué par un degré d'informalité qui a certes diminué dans la période en question mais qui reste fortement élevé – la proportion des emplois informels par rapport à toute la population économiquement active

---

<sup>6</sup> Pour 3,6 millions de foyers dont le revenu total ne dépasse pas 4 salaires minimums – ce qui correspond à 67 % du total des familles appartenant à cette « nouvelle classe moyenne » – cette proportion arrive à 19 %.

est encore de 47,3 % en 2014<sup>7</sup>. Cette dynamique a été également suivie d'une augmentation de 10 % dans le taux de rotation de l'emploi – taux qui arrive à 42 % pour les postes à faibles revenus – et d'une croissance moyenne par an de 13 % dans le taux de sous-traitance<sup>8</sup>.

Face à ces données, il semble trompeur de parler d'ascension d'une « nouvelle classe moyenne ». En effet, le Brésil a vécu au cours de la dernière décennie une généralisation du travail précaire, ce qui a entamé un développement sans précédent du « précarariat »<sup>9</sup>. Plus qu'une nouvelle classe sociale, cette couche constituerait en effet un secteur du prolétariat partiellement exclu du marché formel du salariat et des protections sociales qui lui sont liées. Cependant, la précarité faisant partie constitutive du monde du travail brésilien, la nouveauté ne résiderait pas dans cette condition elle-même mais plutôt dans sa généralisation à d'amples secteurs de la société brésilienne<sup>10</sup>.

En ce qui concerne ses attributs, le précarariat correspond alors aux couches moyennes du prolétariat urbain, constitué majoritairement par de jeunes adultes travaillant dans les secteurs du commerce et des services, ayant une faible insertion dans les relations formelles de travail et dans la vie sociale plus large. D'un côté, par sa morphologie sociale, le précarariat a une tendance à cultiver un certain *ethos* de classe moyenne, basé sur la quête de l'ascension sociale et sur le désir de consommation. De l'autre, en raison des contradictions du « nouveau monde du travail », ce secteur du prolétariat vivrait donc une double condition précaire : aussi bien salariale – qui bloquerait donc le désir de consommation – qu'existentielle – en empêchant l'ascension sociale.

---

<sup>7</sup> Selon les données recensées par le PNAD (Recherche nationale par échantillonnage de foyers), ce taux était de 58,2 % en 2002, avant l'arrivée du PT à la présidence du pays.

<sup>8</sup> Marcio Pochmann, *op. cit.*

<sup>9</sup> Ruy Braga, « Precariado e sindicalismo no Brasil contemporâneo : um olhar a partir da indústria do *call center* » in *Revista Critica de Ciências Sociais*, n° 103, Coimbra, Centro de Estudos Sociais, 2014.

<sup>10</sup> Plutôt que « précarariat », André Singer parle d'un développement du sous-prolétariat pendant les années Lula/Dilma. Voir André Singer, « Quatro notas sobre as classes sociais nos dez anos do lulismo », in *Psicologia USP*, vol 26, n 1, Sao Paulo, Instituto de Psicologia da Universidade de Sao Paulo, 2015.

Le modèle de développement social et économique mis en place par le gouvernement Lula a réalisé cette expansion du marché consommateur interne en conservant la suprématie du capital financier sur la politique économique. En effet, le gouvernement du PT a mis en place une politique de stabilisation des deux coalitions de classe distinctes, voire opposées. D'un côté, une coalition « productiviste » avec l'augmentation du marché des services, de biens durables et immobiliers basée sur une croissance de la consommation dans la base de la pyramide sociale brésilienne. Cette coalition regroupait alors d'amples secteurs industriels et aussi des couches du prolétariat urbain et rural, intéressés par le réchauffement de l'économie brésilienne. De l'autre côté, ce qu'André Singer<sup>11</sup> appelle une coalition « rentière », regroupant à la fois le capital financier national mais également des strates de la couche moyenne traditionnelle. Ces deux secteurs étaient tournés vers des gains financiers élevés, dans une perspective de division internationale du travail dont le Brésil s'occuperait de l'exportation des matières premières et importerait alors des produits à haute valeur ajoutée.

110

Dans un contexte d'expansion mondiale, le PT a été capable d'équilibrer ces deux coalitions. Ceci étant, la croissance du PIB n'a pas été utilisée dans l'augmentation du budget fédéral pour des services publics de base, mais surtout dans le paiement des intérêts de la dette publique et le financement national des groupes économiques de base. Associé à cela, le pays a vu une réorientation des politiques publiques dans le sens d'un plus grand développement du secteur privé dans la création des infrastructures, le logement populaire, la sécurité sociale, la santé ou encore l'éducation.

Pendant cette période « faiblement réformiste »<sup>12</sup>, souvent considérée comme synonyme d'un « néodéveloppementisme »<sup>13</sup> ou encore d'un « national développementisme à l'envers »<sup>14</sup>, le PT compose politiquement avec des partis qui ne font pas des

<sup>11</sup> André Singer, *op. cit.*

<sup>12</sup> André Singer, « Raízes sociais e ideológicas do lulismo », in *Novos Estudos CEBRAP*, n° 85, São Paulo, CEBRAP, 2009 et André Singer, *Os Sentidos do Lulismo — Reforma gradual e pacto conservador*, São Paulo, Cia das Letras, 2012.

<sup>13</sup> Voir Armando Boito Jr, « As bases políticas do neodesenvolvimentismo » communication présentée au Forum Econômico da FGV, Sao Paulo, FGV, 2012.

<sup>14</sup> Voir Reinaldo Gonçalves, « Governo Lula e o nacional-desenvolvimento às avessas » in *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política*, n° 31, Sao Paulo, Sociedade Brasileira de Economia Política, 2012.

changements sociaux structurels un enjeu central. Ainsi, pour voir approuvées sa gestion et ses orientations politiques, le président doit négocier avec un Parlement idéologiquement hétérogène et traversé par des intérêts conflictuels.

Ce système, éclaté avec le scandale du *mensalão*<sup>15</sup>, contribue alors à l'abandon progressif des couches moyennes qui ont constitué pourtant le cœur de l'électorat du PT en 2002. En effet, Lula et son parti ont vu une évolution de la morphologie sociale de leur base électorale : d'un électorat plutôt à gauche appartenant souvent aux couches moyennes scolarisées et fortement actives au sein des mouvements sociaux, le PT, surtout à partir de la moitié du premier mandat de Lula, s'appuie de plus en plus sur les composantes du sous-prolétariat, lequel participe traditionnellement peu aux manifestations de rue ou aux différents mouvements sociaux déjà existants.

### **La crise mondiale et le déclin du « néodéveloppementisme » : la tempête de juin 2013**

111

Passée l'euphorie de la première décennie des années 2000, arrive le gouvernement Dilma Rousseff, « filleule » politique de Lula. En même temps, on observe la réduction du poids des matières premières brésiliennes dans le commerce international. Causé par le recul des principaux acheteurs comme la Chine, le pays fait face à une crise dont les représentants du gouvernement se pensaient jusque-là épargnés<sup>16</sup>.

Face à cette rétraction croissante de l'économie nationale, le pays voit alors une augmentation constante du nombre de grèves, notamment dans les secteurs les plus favorisés pendant la période précédente, à savoir les services aux personnes et la construction

---

<sup>15</sup> Le scandale des mensualités est le nom donné à la crise politique qu'a traversé le gouvernement brésilien pendant le premier mandat de Lula à la présidence du pays. Ce nom fait référence à l'accusation de paiement de pots-de-vin à une myriade de députés de petits partis en échange de leur vote en faveur des projets de loi du pouvoir exécutif.

<sup>16</sup> En 2008, face à la débâcle financière de *sub-primes* aux États-Unis, Lula affirmait que si cette crise était un tsunami pour l'économie états-unienne, elle ne serait que des petites vagues pour le Brésil.

civile<sup>17</sup>. C'est dans ce cadre que l'on commence à voir apparaître des mobilisations contre la précarité et pour l'accès aux services publics de qualité, pour culminer en juin 2013 avec les dites « journées de juin ».

Le 13 juin 2013, environ 10 000 manifestants protestent dans les rues de São Paulo contre l'augmentation du prix des transports publics. Des manifestations ont lieu dans d'autres villes brésiliennes, mais aucune n'est comparable en taille et en conséquences à celle de São Paulo. Au quatrième jour des mobilisations, ces manifestants, organisés majoritairement autour du Movimento Passe Livre (Mouvement tarif gratuit) sont brutalement attaqués par les forces de police. Les journalistes des grands médias – jusqu'alors défavorables aux manifestants et aux revendications – ne sont pas épargnés.

Un changement majeur s'opère alors : ce qui avait débuté avec quelques milliers de manifestants de gauche comme une lutte centrée sur le transport public se transforme rapidement, après l'adhésion des médias de masse et d'amples secteurs de la société civile, en une lutte contre l'état des choses au Brésil<sup>18</sup>. Le 20 juin, un million de manifestants descendent dans les rues — un chiffre record dans l'histoire politique brésilienne. Outre la réduction du tarif du transport public, ces manifestants scandent aussi leur révolte contre l'organisation de la Coupe du monde de football et les Jeux olympiques ; contre la corruption, la vie parlementaire et les hommes politiques dans leur ensemble ; contre la dégradation des services publics de santé et d'éducation, etc.

Loin des beaux quartiers et des images diffusées *ad nauseam* par les grands médias – qui de leur côté essaient coûte que coûte d'ancrer le mouvement dans l'insatisfaction populaire envers la corruption –, les manifestations dans les banlieues et *favelas* de Rio et de São Paulo montent en puissance, s'articulant autour de la demande de logement et le droit à la ville et de la dénonciation de l'État d'exception d'un Brésil qui depuis 1985 est devenu certes démocratique, mais dont les forces de l'ordre continuent à utiliser contre la population pauvre et métisse les mêmes procédés brutaux

<sup>17</sup> L'année 2013 va voir le nombre de grèves au Brésil atteindre le chiffre de 2 050 grèves déclarées dans l'année, revenant ainsi au taux des années 1990, période marquée par le chômage de masse et une forte récession.

<sup>18</sup> Avec cela, un sentiment antiparti de caractère plutôt protofasciste que libertaire voit le jour. Des militants de gauche sont agressés par des skinheads, des drapeaux rouges sont brûlés par d'autres manifestants « non-partisans ». Quoique le sujet soit important et problématique, il ne sera pas au centre de ce texte.

que lors des années de plomb de la dictature<sup>19</sup>. La disparition d'un travailleur pauvre d'une favela de Rio, arrêté par la police le 14 juillet devant sa maison puis emmené au poste de l'unité de police pacificatrice (UPP) et disparu depuis cette date, met le feu aux poudres. Le cas Amarildo (du nom de ce travailleur) dépasse les limites sociogéographiques des *favelas* et rend visible pour l'ensemble de la population brésilienne la violence policière vécue quotidiennement par les travailleurs des banlieues.

L'appréhension d'un phénomène, si complexe qu'il soit, doit reposer sur un effort de compréhension de la morphologie sociale propre aux secteurs et groupes en concurrence qui agissent en déterminant<sup>20</sup> le mouvement. Il est nécessaire alors de donner une description sociologique de ces manifestants qui ont bouleversé l'histoire politique récente<sup>21</sup>.

En regardant les enquêtes menées par l'institut DataFolha les 17 et 20 juin à São Paulo ou encore celles réalisées par l'IBOPE le 20 juin dans huit capitales brésiliennes<sup>22</sup>, force est de constater certaines caractéristiques marquantes. D'abord, la présence massive

---

<sup>19</sup> Le Brésil compte environ un dixième des homicides dans le monde et reste à la sixième place dans le classement des homicides pour 100 000 habitants. Parmi ces homicides, une place non négligeable est due à l'action des forces d'ordre, surtout de la police militaire. Pour savoir plus, voir Julio Jacobo Waiselfisz, *Mapa da Violência: Mortes Matadas por Arma de Fogo*, Brasília, FLACSO, UNESCO, Governo Federal, 2015.

<sup>20</sup> Il ne faut pas prendre le concept de détermination dans un sens trop étroit, dont le mot signifierait le pouvoir de guider rationnellement la vie sociale dans un but précis et clair ceux qui agissent. En effet, ce concept est pris ici plutôt comme étant lié à la possibilité de donner une certaine direction par l'exercice de pressions et des contraintes sans pour autant être sûr du résultat final ou avoir nécessairement des intentions claires et rationnelles au départ. Une telle direction échapperait aux agents pris dans leur singularité et serait plutôt le résultat de leur concurrence – par définition asymétrique – dans la vie sociale.

<sup>21</sup> Avant d'avancer quelques données, on constate le manque d'informations concernant ces agents. En dehors de quelques enquêtes menées par des institutions de sondage comme l'institut DataFolha ou encore l'IBOPE, peu d'informations peuvent être trouvées en ce qui concerne les attributs sociaux des manifestants.

<sup>22</sup> Enquête DataFolha du 17 juin 2013 (766 entretiens, avec une marge d'erreur de 4 %) et du 20 juin 2013 (551 entretiens, avec marge d'erreur de 4 %) consultée le 7 juillet 2013 sur le site < [www.datafolha.com](http://www.datafolha.com) >. Enquête IBOPE du 20 juin 2013 réalisée dans 8 villes brésiliennes (marge d'erreur de 2 %) consultée le 7 juillet 2013 sur le site < [g1.globo.com](http://g1.globo.com) >.

parmi les manifestants des jeunes adultes<sup>23</sup> très scolarisés<sup>24</sup>. Selon les données officielles du ministère de l'Éducation, en 2011, seulement 15 % de jeunes Brésiliens étaient inscrits à l'université, malgré la croissance de 100 % du taux d'inscription pendant la décennie 2000-2010. Ceci pousse à supposer que seulement la tranche supérieure de la pyramide sociale brésilienne s'est engagée dans les manifestations de juin.

Cependant, c'est en regardant les revenus moyens par foyer des manifestants qu'un autre cadre se dessine : selon l'enquête IBOPE<sup>25</sup>, parmi les manifestants de huit capitales brésiliennes, 45 % perçoivent moins de cinq salaires minimums par foyer, dont 30 % du total entre deux et cinq salaires minimums. Malgré l'absence de données concernant la scolarisation des parents ou encore sur le régime de gestion des universités en question – privée, publique ou confessionnelle<sup>26</sup> –, ces données révèlent en effet une composition sociale marquée par l'appartenance à la base de la pyramide sociale brésilienne.

Dans ce tableau critique, vient s'ajouter tout une problématique liée au rôle joué par les anciennes classes moyennes dont la présence aux manifestations reste non négligeable<sup>27</sup>. En se tournant à la fois vers les couches les plus basses de la population et le grand capital financier, le gouvernement commença à essuyer les critiques de la part de cette dernière frange, marquée historiquement par son conservatisme. Or, dans ce pays marqué par de fortes inégalités sociales, un des éléments clés de la distinction sociale entre les classes reste l'accès à des biens de consommation. En raison de

114

<sup>23</sup> 65 % ayant entre 21 et 35 ans à São Paulo, tandis que dans l'enquête IBOPE, les manifestants de moins de 30 ans atteignent le chiffre de 63 %.

<sup>24</sup> 77 % ayant un diplôme du supérieur dans l'enquête DataFolha et 43 % pour l'enquête IBOPE.

<sup>25</sup> Seule l'IBOPE a posé la question des revenus familiaux perçus par les manifestants. Or, en regardant les données de l'enquête DataFolha sur le lieu de résidence des manifestants, on constate que 38 % habitent dans les zones est et sud de São Paulo, les deux zones à plus bas revenus moyens par foyer.

<sup>26</sup> La carte universitaire brésilienne est composée *grosso modo* par des universités soit financées par l'État, par des organismes privés, fondations à but non lucratif soit par des congrégations religieuses. La plupart des jeunes issus de milieux populaires vont fréquenter les universités privées ou gérées par des fondations tandis que les étudiants issus de la haute classe moyenne sont pour la plupart inscrits dans des universités publiques ou confessionnelles.

<sup>27</sup> Encore selon le sondage réalisé par IBOPE, la part des manifestants dont le revenu par foyer dépasse 10 salaires minimums était aux alentours de 25 %.

sa politique d'inclusion via l'accès à des services et biens durables perçus jusque-là comme exclusifs à la haute classe moyenne, le gouvernement semble avoir effacé alors la distance symbolique entre la base de la pyramide sociale et ces anciennes classes moyennes. Ceci ne fait que cultiver un ressentiment de classe qui va se traduire dans un discours de plus en plus conservateur, élitiste et souvent d'aspect fasciste<sup>28</sup>.

Avec l'implication massive de ces groupes, influencés en partie par l'engagement des grands médias, les manifestations vont voir ces demandes se condenser autour d'un discours anticorruption qui par sa rhétorique se traduit en hostilité à la politique au sens large.

Passée la tempête, le pays assiste pendant les mois de juillet et août à une tentative, de la part des syndicats et des partis de gauche, de récupération du mécontentement des masses. Des journées de grève sont organisées le 11 juillet et le 30 août avec une adhésion des travailleurs certes faible mais non négligeable. Des secteurs traditionnels du prolétariat en profitent pour se mobiliser et organiser des piquets de grève : c'est le cas par exemple des ouvriers de Scania, des travailleurs de la poste brésilienne ou des employés de Petrobras.

Le 8 août, une grève des enseignants du primaire et du secondaire éclate à Rio de Janeiro contre le nouveau plan de carrière<sup>29</sup> et pour de meilleures conditions de travail. Cette grève qui durera deux mois et réunira près de 10 000 professeurs en assemblée – soit un quart du corps enseignant de l'État de Rio de Janeiro – sera brutalement réprimée plus d'une fois par les forces de l'ordre. Le 26 septembre, environ 180 professeurs occupent le Parlement de Rio pour essayer d'empêcher l'adoption du nouveau plan de carrière. À l'aube du 29, le bataillon de police anti-émeute envahit les lieux et expulse les enseignants grévistes avec la force qui le caractérise. Enfin, des *black-blocs* apparaissent au fil du temps : des groupes de jeunes masqués et habillés en noir, en grande partie des lycéens originaires des quartiers pauvres et jusque-là peu visibles dans les manifestations. Ils s'opposent violemment à la police et font la une des principaux journaux.

<sup>28</sup> Voir Laurent Delcourt, « Un Tea Party Tropical ? La montée en puissance d'une "nouvelle droite" au Brésil » in *Recherches internationales*, n° 102, Paris, janvier-mars 2015.

<sup>29</sup> Le plan de travail, carrière et rémunération prévoit des ajustements salariaux, instaure la semaine de 40 heures, etc.

Au début de 2014, pendant le carnaval – fête majeure du calendrier brésilien – la ville de Rio de Janeiro va vivre des moments extraordinaires bien au-delà des défilés des écoles de samba. Les agents de propreté de la ville dont le salaire de base était en dessous de deux salaires minimums décident d'appeler à une grève, malgré le désaccord avec leur syndicat – contraire au mouvement. Dans l'espace de quelques jours, en s'opposant à l'administration municipale, aux forces d'ordre et aussi à leurs représentants légitimes, la « vague orange » – de la couleur de leurs uniformes – arrive à un résultat favorable à la catégorie.

En regardant ce bref résumé de la vie politique brésilienne récente, on est poussé à établir une périodisation des événements : dans un premier temps on voit clairement la mobilisation des secteurs de la gauche non alignés au gouvernement du PT, articulés depuis quelques années autour de la question du transport public et du droit à la ville ; cette mobilisation, en raison d'une répression disproportionnée de la part des forces de l'État, pousse d'autres secteurs de la société civile à la manifestation. Ces secteurs, maintenant soutenus par les grands médias, vont pousser les revendications et étendre les mots d'ordre à un point d'abstraction politique visant les pratiques de corruption ou encore la vie parlementaire et même le système de représentation démocratique. Passé l'étonnement initial, contrairement à ce qui désiraient des secteurs dominants, le pays ne voit pas la fin des manifestations mais plutôt l'extension des mobilisations à d'autres groupes sociaux, notamment ceux constitués par des jeunes précaires. Ces mobilisations, en articulant différents sujets politiques en concurrence, se font cependant dans un cadre politico-social désormais beaucoup plus complexe.

116

## **Les élections de 2014 et l'image d'un pays divisé**

À la fin de l'année 2014, arrivent les élections présidentielles. Elles sont marquées par un approfondissement de la polarisation entre le projet Lula-Rousseff/PT et ses adversaires plus proches du capital financier international, notamment le candidat du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), Aécio Neves. Face à cette montée du candidat du PSDB (qui obtient le meilleur score pour son parti depuis l'arrivée de Lula à la présidence), le PT s'est senti contraint de faire appel à son ancienne base électorale, à savoir les

secteurs de la gauche appartenant aux classes moyennes scolarisées, syndicalisées et souvent attachées à la fonction publique. Le recours à une rhétorique rappelant le passé de résistance armée contre la dictature – utilisé à maintes reprises par le PT – illustre par exemple cette stratégie.

Finalement, les élections législatives ayant lieu au même moment ont été vécues comme une défaite par le PT qui a perdu 18 députés dont certaines de ces figures historiques. Le parti a donc dû composer avec un Parlement comptant davantage de députés de l'opposition, dont certains profils très conservateurs.

Dans cette période de rétraction de l'économie nationale et face au mécontentement grandissant des différents secteurs du capital, le gouvernement doit abandonner des politiques économiques « néodéveloppementistes » qui jusque-là le caractérisait pour un programme d'austérité à forte allure néolibérale<sup>30</sup>. Affaibli et touché de plus en plus par la crise internationale, le nouveau gouvernement décide de nommer à la tête des ministères clés (économie, agriculture, aménagement urbain) des personnalités fortement inspirées par le néolibéralisme et le conservatisme. Ce faisant, toute une série de mesures d'austérité ont touché aussi bien les anciennes classes moyennes conservatrices (augmentation du prix des carburants et de l'énergie électrique, contrôlés jusque-là par des mesures gouvernementales) que les travailleurs précaires (réorganisation du régime du chômage et des retraites).

Cela est dans une bonne mesure à l'origine de la chute vertigineuse de popularité de la présidente. Selon les instituts de sondages, c'est à partir de janvier 2015 que le taux d'approbation descend de 42 % (très bon et bon) à 23 % tandis que le taux d'évaluation négative ou très négative passe de 24 % à 44 % dans un espace de seulement deux mois. Cette tendance vasa confirmer pour toute l'année 2015, avec la présidente ayant un taux de réprobation à la fin de l'année de 65 % contre seulement 12 % d'évaluation positive.

C'est dans cette situation de faiblesse que sont apparus les scandales de corruption liée à l'entreprise pétrolière Petrobras, entreprise phare du gouvernement et symbole par excellence de cette politique d'équilibre entre les deux coalitions de classe citées. Poussées par une puissante campagne médiatique et par une nouvelle

---

<sup>30</sup> André Singer, « Cutucando onças com varas curtas » in *Novos Estudos CEBRAP*, n° 102, São Paulo, CEBRAP, 2015.

droite fortement conservatrice, les anciennes classes moyennes conservatrices descendent dans la rue une fois de plus et demandent la destitution de la présidente et la dissolution du PT, touché par les affaires de corruption. Plusieurs manifestations sont organisées dès le début de l'année 2015. En réaction, des mouvements plus ou moins liés organiquement au PT lancent également leur propre appel à manifester.

Dans ce cadre apparent de polarisation, la grande presse, les « médias alternatifs » et les différents groupes qui s'activent sur les réseaux sociaux contribuent à alimenter l'idée d'un pays structurellement divisé. Pour les uns entre la gauche et la droite, pour les autres entre l'élite blanche et le peuple pauvre et métissé, ou encore entre les corrompus et les « gens de bien ». Cependant, l'analyse plus précise de la morphologie sociale des acteurs ayant participé aux deux types de manifestations laisse entrevoir une réalité plus complexe.

118

La campagne de la grande presse contre le Parti des travailleurs, fondée sur des accusations sélectives de corruption, remonte à la deuxième année du premier mandat de Lula, quand le gouvernement a été atteint par le scandale du *mensalão*. Si la médiatisation intensive de cette affaire n'a pas entravé la réélection de Lula, elle a néanmoins eu comme conséquence l'abandon en 2006 d'une partie significative des classes moyennes qui auparavant avaient soutenu le candidat du PT en 2002.

Depuis ce premier scandale, l'hostilité de la presse n'a pas cessé d'augmenter, bien que de façon discontinue jusqu'à atteindre un comportement clairement partisan. Cela n'a pas empêché la victoire de Dilma Rousseff en octobre 2014, plébiscitée largement par la base de la pyramide sociale brésilienne – moins sensible à l'argument anticorruption. Néanmoins, les accusations continues de corruption contre le PT et renforcées par la médiatisation de l'affaire Petrobras ont permis que ce sujet devienne, de 2014 à 2015, la principale préoccupation de la population brésilienne, selon des enquêtes d'opinion. Comme le souligne Waldir Lisboa Rocha<sup>31</sup>, on peut faire l'hypothèse d'une corrélation entre l'augmentation de la

<sup>31</sup> Waldir Lisboa Rocha, « La rupture démocratique au Brésil » in *Mouvements, des idées et des luttes*, consulté le 11 août 2016, < <http://mouvements.info/la-rupture-de-la-democratie-au-bresil/> >.

perception de la corruption comme problème public et la chute de l'adhésion au gouvernement de Rousseff.

Ce comportement de la presse a sans doute préparé le terrain pour que le moralisme sélectif propre aux anciennes classes moyennes brésiliennes puisse être mobilisé pour dérober l'exécutif des mains du PT. Cela a été fait notamment à travers le traitement fort asymétrique des manifestations pour et contre le processus de destitution.

Encore selon Waldir Lisboa Rocha<sup>32</sup>, l'asymétrie dans le traitement médiatique des camps *pour* et *contre* la destitution de la présidente est notamment visible sous deux perspectives. D'abord, la mise en visibilité expressive des manifestations pour la *destitution* accompagnée de l'effacement de celles contraires à ce processus. Ensuite, l'encadrement différencié donné à ces manifestations : celles prodestitution étaient vues comme des mobilisations « spontanés », émanant du « peuple brésilien », pendant que celles contre la destitution étaient considérées comme propres aux « alliés du PT » ou de Dilma Rousseff.

### Pour une sociologie des dernières manifestations

119

Si l'on en croit les chiffres avancés par plusieurs instituts de sondage au sujet des manifestations contre le gouvernement, en 2015 mais aussi plus récemment<sup>33</sup> (dimanche 13 mars 2016), les participants, au regard des moyennes nationales, seraient à la fois plus « âgés » (plus de la moitié ont plus de 40 ans), plus scolarisés (environ deux tiers ont un diplôme du supérieur) et plus aisés dans la mesure où plus de la moitié d'entre eux ont des revenus supérieurs à cinq fois le niveau du salaire minimum légal. Avec quelques légères différences, les contre-manifestations, en soutien au gouvernement ou celle du 18 mars 2016 contre le « coup d'État et pour la démocratie », ont rassemblé des manifestants qui partagent les mêmes propriétés sociales. De légères différences sont observées en ce qui concerne les revenus, un peu plus faibles pour ceux-ci une fois que la majorité a entre trois et dix salaires minimums.

<sup>32</sup> Waldir Lisboa Rocha, *op. cit.*

<sup>33</sup> Enquête DataFolha du 13 mars 2016 (2.262 entretiens avec marge d'erreur de 2 %) consulté le 03 juin 2016 sur le site < [www.datafolha.com.br](http://www.datafolha.com.br) >.

La différence substantielle semble se situer ailleurs, notamment du côté des secteurs et statuts professionnels. En effet, les manifestations progouvernement<sup>34</sup> ou contre le « coup d'État à froid » sont largement suivies par des fonctionnaires tandis que celles des opposants au gouvernement comptent pour une part non négligeable d'entrepreneurs. Une autre différence concerne les affiliations politiques et les précédents votes. Celles et ceux qui s'opposent à la procédure de destitution ont majoritairement voté pour le PT lors du deuxième tour de la présidentielle de 2014. Par ailleurs, la part des syndicalistes et militants des mouvements sociaux est également très élevée. Par contre, du côté de celles et ceux qui sont en faveur d'une procédure d'*impeachment*, la part des électeurs du PSDB est majoritaire et l'écrasante majorité d'entre eux n'est affiliée à aucun syndicat ou mouvement politique organisé.

Néanmoins, pour bien comprendre cette séquence politique dont les conséquences sont aujourd'hui encore saillantes, quelques considérations s'imposent.

120

D'abord, ce qui est frappant dans les événements situés entre les élections présidentielles de 2014 et les dernières manifestations de mars 2016 est l'absence d'une partie de la population qui avait été derrière les premières manifestations de 2013 et les nouvelles expériences politiques nées à cette occasion. En résumé, si juin 2013 a été marqué dans un premier temps par la présence des jeunes travailleurs précaires, ce n'est plus le cas pour ces dernières manifestations.

Comme le souligne Breno Bringel<sup>35</sup>, juin 2013 a ouvert un nouveau cycle de contestation populaire dont les conséquences les plus immédiates ont été d'une part la reconfiguration des groupes sociaux mais également la formation des nouveaux encadrements sociopolitiques. Ceci est visible dans la constitution des trois champs politiques distincts : dans un extrême, un champ progressiste voué à la radicalisation de la démocratie, orienté par des valeurs telles

<sup>34</sup> Enquête DataFolha du 18 mars 2016 (1.963 entretiens avec marge d'erreur de 2 %) consulté le 03 juin 2016 sur le site < [www.datafolha.com.br](http://www.datafolha.com.br) >.

<sup>35</sup> Breno Bringel et Geoffrey Pleyers, « Junho de 2013... dois anos depois : Polarização, impactos e reconfiguração do ativismo no Brasil » in *Nueva Sociedad*, édition spéciale en portugais, Buenos Aires, Fundacion Foro Nueva Sociedad, v2015. Voir aussi Breno Bringel et Geoffrey Pleyers, « Les mobilisations de 2013 au Brésil : vers une reconfiguration de la contestation », *Brésil(s)* n° 7, 2015, consulté le 21 juin 2016, < <http://bresils.revues.org/1417> >.

que l'égalité, la pluralité, la différence et la justice sociale ; à son opposé, un champ réactionnaire, marqué par son autoritarisme, antidémocratique, élitiste et centré sur la défense des privilèges de classe ; enfin au centre se trouvent ceux dont l'action politique est conditionnée à la défense d'un gouvernement réformiste tourné vers le bas de l'échelle sociale brésilienne tels que Lula et le PT l'ont été.

Le premier champ, moins visible dans ces dernières manifestations, est alors constitué par de jeunes précarisés, plateformes et mouvements sociaux qui militent en dénonçant les hiérarchies sociales, les abus de l'État<sup>36</sup> mais également autour de revendications variées comme la qualité des services publics<sup>37</sup> ou encore le droit à la ville<sup>38</sup>.

Outre l'invisibilité des franges les plus précaires, l'on peut signaler également l'arrivée de secteurs de la gauche appartenant aux couches moyennes scolarisées, souvent constituées par des fonctionnaires et des individus liés plus ou moins organiquement aux anciens mouvements sociaux et syndicaux. Ce sont eux qui constituent alors ce troisième champ et qui ont fait une apparition plus importante dans la scène médiatique ces derniers mois.

Cette irruption, commencée lors de la campagne présidentielle de 2014, va s'accroître à tel point que ces profils sont devenus aujourd'hui majoritaires dans les manifestations contre le « coup d'État » et pour la démocratie. De fait, tout laisse à penser que le PT cherche à renouer avec son ancienne base électorale, qui avait été progressivement perdue en raison des politiques de coalition entamées depuis l'arrivée de Lula à la présidence<sup>39</sup>.

Rappelons enfin la constance avec laquelle les secteurs appartenant aux anciennes couches moyennes conservatrices manifestent. Ces individus, qui composent ce deuxième champ réactionnaire, ont pris l'ascendant depuis 2013, soutenus par les grands médias, des partis de l'opposition de droite et des

---

<sup>36</sup> Notamment la violence policière, le racisme institutionnel et la croissante criminalisation du monde social brésilien.

<sup>37</sup> Comme par exemple les luttes menées par des lycéens autour de l'accès à une éducation publique de qualité avec l'occupation de plus de 400 lycées dans tout le pays courant 2015.

<sup>38</sup> Souvent dans la figure du droit au logement ou encore le transport gratuit.

<sup>39</sup> Ceci est notamment visible dans les mots d'ordre comme « Lula vaut la lutte » ou encore les nombreuses manifestations d'artistes et intellectuels en défense de l'héritage laissé par l'ancien président Lula.

associations patronales. Dans une grande mesure en raison du retrait du gouvernement et de la gauche traditionnelle face à cette montée conservatrice, des partisans d'un État minimal (antisocial par excellence) ne font qu'augmenter en nombre et capacité d'action, souvent violente. Plus tournés à la fois dans la quête de la gouvernabilité pour ce qui est de la responsabilité de Dilma Rousseff ou encore dans la critique des actions politiques directes des travailleurs précaires dont la gauche traditionnelle n'était pas le protagoniste, le PT et certains de ces sympathisants ont ouvert en réalité la voie à cette multitude à fort caractère antipolitique et visiblement fasciste.

Alors, si le Brésil est partagé, comme le prétendent la droite institutionnelle, les grands médias, la nouvelle droite et même le Parti des travailleurs et ses partisans, cette division ne peut être réduite aux deux mouvances qui ont animé les dernières manifestations. Dans ce face-à-face, une autre clé de lecture demeure encore étrangement délaissée, celle que représente la masse des travailleurs précaires de plus en plus engagés depuis 2013 dans des processus politiques non institutionnalisés.

122

## **Hors des partis, le poids politique des précaires**

Cette masse de travailleurs précaires qui a connu un essor pendant les années du « miracle lulista » espérait peser sur les enjeux sociaux nationaux. Or, ces derniers ont déchanté au fur et à mesure que leur espoir d'ascension sociale a été compromis par les (ré) orientations économique-politiques opérées par les gouvernements successifs issus du PT.

Le moment actuel, marqué alors par cette opposition supposée entre « nouvelle droite » et « ancienne gauche », porte comme danger une répétition de l'histoire s'apparentant plus à une farce.

En délaissant les franges précarisées, pourtant depuis 2013 de plus en plus mobilisables, et en persistant à défendre un mode d'action politique qui a maintes fois déçu les espoirs et les projets de changement structurel, une bonne partie de cette ancienne gauche se trouve désormais réduite à jouer le rôle d'un pion dans un jeu d'échec dont elle ne contrôle aucunement les règles.

Face à cette réalité de plus en plus instable, au-delà d'une défense par principe du projet politique du PT et de Lula, le moment demanderait plutôt un questionnement de cette politique de

## MANIFESTATIONS DE RUE ET MOUVEMENTS POPULAIRES AU BRÉSIL

coalition. Cette mise en question pourrait pousser vers une nouvelle politique des rues, plus proche de ceux et celles qui, jusqu'alors en dehors de ce jeu, sont les plus capables de mettre les deux rois en échec. Une éventuelle alliance avec ces secteurs précarisés mobilisés peut de fait s'opposer à l'avancement d'un fascisme qui n'a jamais arrêté de ronger l'histoire brésilienne. Après tout, c'est lui qui se présente aujourd'hui comme l'ennemi le plus urgent.

*Août 2016*

### **Résumé:**

L'année 2016 restera certainement dans l'historiographie brésilienne en raison du deuxième processus de destitution d'un chef d'État élu démocratiquement depuis la fin de la dictature militaire. Résultat d'une profonde crise politique, ce processus continue à défier les analystes. Le parti pris de ce texte est qu'un retour en arrière dans l'histoire politique brésilienne récente peut fournir de nouvelles pistes de compréhension. En regardant les mouvances politiques et les agents qui sont derrière, une image plus complexe et précise du processus se dégage. En effet, cette crise ne peut être réduite à une opposition binaire, la gauche *versus* la droite ou encore le peuple *versus* les élites. Dans ce face-à-face, une autre clé de lecture demeure délaissée, celle que représente la masse des travailleurs précaires de plus en plus engagés dans la vie politique nationale depuis le début de la deuxième décennie du *xxi*<sup>e</sup> siècle.

123